



DECLARATION LIMINAIRE

Versailles, le 13 septembre 2019

Monsieur le Président,

Bien que n'ayant pas siégé à la première convocation de ce CTL de rentrée, les élus CFDT/CFTC tenaient à être présents lors de cette deuxième convocation du 13 septembre 2019 afin de vous déposer cette déclaration liminaire avant de quitter la séance.

Un mouvement de grève porté par toutes les organisations syndicales représentatives doit avoir lieu ce lundi 16 septembre et les élus CFDT/CFTC trouveraient irrespectueux pour nos collègues de siéger dans une instance locale, alors qu'au niveau national le dialogue social semble suspendu ou pour le moins tendu.

Le projet de réforme des retraites, la loi de réforme de la fonction publique et pour les Finances en particulier, la géographie revisitée, les fermetures de postes, les 1653 suppressions d'emploi en 2020, puis 2161 en 2021 et enfin 1961 en 2022, toutes ces annonces ne sont décidément pas de nature à rassurer les personnels qui rappelleront au ministre, par la grève, leurs inquiétudes et leurs revendications le 16 septembre prochain à la DGFIP.

Nos élus nationaux nous appellent à les soutenir dans leur action par un boycott des instances locales tout comme ils ont été amenés à le faire pour les instances nationales qui n'ont pour objet que la mise en place des annonces citées précédemment sans que le moindre dialogue avec les élus existe.

Aussi, bien que des sujets strictement locaux soient inscrits à l'ordre du jour, les élus CFDT/CFTC vont quitter cette salle par solidarité avec leurs collègues et avec le souhait que leur parole soit entendue afin de pouvoir renouer avec un véritable dialogue social et pour que nous puissions remplir la mission pour laquelle nous avons été élus.

Les élus :

CFDT :

Christelle SOLER

Renan FARGE-LE BOURSICAUD

CFTC :

Bruno JACQUET